

RCS : LYON

Code greffe : 6901

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de LYON atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 2010 B 02243

Numéro SIREN : 410 302 954

Nom ou dénomination : VALEST

Ce dépôt a été enregistré le 18/07/2018 sous le numéro de dépôt B2018/020580



KPMG Audit
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris la Défense Cedex
France

Téléphone : +33 (0)1 55 68 68 68
Télécopie : +33 (0)1 55 68 73 00
Site internet : www.kpmg.fr

VALEST

Société Anonyme

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2017

VALEST
Société Anonyme

2 /4, Avenue des Canuts - 69120 VAULX EN VELIN

Ce rapport contient 34 pages

Référence : PA-182-171



KPMG Audit
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris la Défense Cedex
France

Téléphone : +33 (0)1 55 68 68 68
Télécopie : +33 (0)1 55 68 73 00
Site internet : www.kpmg.fr

VALEST
Société Anonyme

Siège social : 2 /4, Avenue des Canuts - 69120 VAULX EN VELIN
Capital social : € 824.544

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2017

A l'attention de l'assemblée générale,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par décision de votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société VALEST S.A. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice :

La société constitue des provisions pour couvrir les coûts de fermeture et de suivi post-exploitation des centres de stockage des déchets, selon les modalités décrites en note « Provisions pour risques et charges » de l'annexe aux comptes annuels.

Nous avons procédé à l'appréciation des approches retenues par la société, sur la base des éléments disponibles à ce jour, et mis en œuvre des tests pour vérifier, par sondages, l'application de ces méthodes.

S'agissant de l'évaluation et de la dépréciation des titres de participations, nous avons apprécié l'application des règles et méthodes d'évaluation décrites dans la note « Immobilisations financières » de l'annexe aux comptes annuels et examiné, le cas échéant, les données et hypothèses sur lesquelles se fondent les estimations.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés à l'assemblée générale

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

En application de la loi, nous vous signalons que les informations relatives aux délais de paiement prévues à l'article D.441-4 du Code de commerce, pris en application de l'article L.441-6 dudit code, ne sont pas mentionnées dans le rapport de gestion.

Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L.225-37-3 et L.225-37-4 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris La Défense, le 1er juin 2018

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.



Philippe Arnaud
Associé

Bilan actif

BILAN-ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	Brut	Amort.	Net	Net
Capital souscrit non appelé (I)	0		0	0
Frais d'établissement	0	0	0	0
Frais de développement	0	0	0	0
Concessions, brevets et droits similaires	4 471	4 471	0	630
Fonds commercial	0	0	0	0
Autres immobilisations incorporelles	0	0	0	0
Avances sur immobilisations incorporelles	0	0	0	0
TOTAL immobilisations incorporelles	4 471	4 471	0	630
Terrains	1 852 922	1 277 189	575 733	225 788
Constructions	1 995 754	1 737 483	258 271	319 187
Installations techniques, matériel	13 379 912	11 480 337	1 899 576	1 986 166
Autres immobilisations corporelles	390 725	341 893	48 832	72 717
Immobilisations en cours	9 147 280	0	9 147 280	1 806 172
Avances et acomptes	0	0	0	377 750
TOTAL immobilisations corporelles	26 766 593	14 836 902	11 929 691	4 787 779
Participations selon la méthode de meq	0	0	0	0
Autres participations	952 100	0	952 100	952 100
Créances rattachées à des participations	6 148 695	0	6 148 695	0
Autres titres immobilisés	0	0	0	0
Prêts	0	0	0	207 312
Autres immobilisations financières	84 055	0	84 055	219 338
TOTAL immobilisations financières	7 184 850	0	7 184 850	1 378 750
Total Actif Immobilisé (II)	33 955 914	14 841 373	19 114 542	6 167 159
Matières premières, approvisionnements	0	0	0	0
En cours de production de biens	0	0	0	0
En cours de production de services	0	0	0	0
Produits intermédiaires et finis	0	0	0	0
Marchandises	0	0	0	0
TOTAL Stock	0	0	0	0
Avances et acomptes versés sur commandes	91 958	0	91 958	515
Clients et comptes rattachés	4 646 374	15 152	4 631 222	3 394 085
Autres créances	27 652 181	0	27 652 181	40 211 614
Capital souscrit et appelé, non versé	0	0	0	0
TOTAL Créances et divers	32 390 512	15 152	32 375 361	43 606 215
Valeurs mobilières de placement	0	0	0	0
dont actions propres:				
Disponibilités	233 004	0	233 004	0
TOTAL Disponibilités	233 004	0	233 004	0
Charges constatées d'avance	13 737	0	13 737	1 685
Total Actif Circulant (III)	32 637 253	15 152	32 622 101	43 607 899
Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)	0		0	0
Prime de remboursement des obligations (V)	0		0	0
Ecart de conversion actif (VI)	0		0	0
Total Général (I à VI)	66 593 167	14 856 524	51 736 643	49 775 058

Bilan passif

BILAN-PASSIF		Exercice N	Exercice N-1
Capital social ou individuel	dont versé : 824 544	824 544	824 544
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...		0	0
Ecart de réévaluation	dont écart d'équivalence 0	0	0
Réserve légale		82 454	82 454
Réserves statutaires ou contractuelles		0	0
Réserves réglementées	dont réserve des prov. fluctuation des cours : 0	0	0
Autres réserves	dont réserve achat d'œuvres originales d'artistes : 0	0	0
Report à nouveau		6 260 153	8 585 112
RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)		5 156 026	7 518 036
Sous-Total : Situation Nette		12 323 178	17 010 146
Subventions d'investissement		6 915	7 132
Provisions réglementées		0	0
TOTAL CAPITAUX PROPRES (I)		12 330 093	17 017 278
Produit des émissions de titres participatifs		0	0
Avances conditionnées		0	0
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES (II)		0	0
Provisions pour risques		0	65 176
Provisions pour charges		21 189 694	20 460 172
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (III)		21 189 694	20 525 348
Emprunts obligataires convertibles		0	0
Autres emprunts obligataires		0	0
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		577	71 934
Emprunts et dettes financières divers	dont emprunts participatifs : 0	8 324 280	5 636 907
TOTAL Dettes financières		8 324 857	5 708 842
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		514	0
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		4 160 375	4 440 536
Dettes fiscales et sociales		1 459 039	2 026 343
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		3 215 052	0
Autres dettes		1 057 018	56 711
TOTAL Dettes d'exploitation et divers		9 891 999	6 523 591
Produits constatés d'avance		0	0
TOTAL DETTES (IV)		18 216 856	12 232 433
Ecart de conversion Passif (V)		0	0
TOTAL GENERAL - PASSIF (I à V)		51 736 643	49 775 058

Compte de résultat

COMPTE DE RESULTAT	Exercice N			Exercice N-1
	France	Exportation	Total	
Ventes de marchandises	2 465 172	0	2 465 172	2 920 170
Production vendue biens	0	0	0	0
Production vendue services	22 793 959	0	22 793 959	22 783 661
Chiffres d'affaires nets	25 259 131	0	25 259 131	25 703 832
Production stockée		0	0	0
Production immobilisée		0	0	0
Subventions d'exploitation		65 217	0	0
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges		1 036 942	989 566	
Autres produits		-956	1	
Total des produits d'exploitation (I)		26 360 334	26 693 399	
Achats de marchandises (y compris droits de douane)		219	436 706	
Variation de stock (marchandises)		0	0	
Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)		0	0	
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)		0	0	
Autres achats et charges externes		12 103 494	12 872 896	
Impôts, taxes et versements assimilés		5 939 207	4 856 509	
Salaires et traitements		1 012 185	940 186	
Charges sociales		678 769	612 965	
Dotations d'exploitation	sur immobilisations	Dotations aux amortissements	1 698 509	1 867 747
		Dotations aux provisions	32 532	32 532
		Sur actif circulant : dotations aux provisions	7 807	26 442
		Pour risques et charges : dotations aux provisions	1 660 752	1 555 289
Autres charges		10 785	61 022	
Total des charges d'exploitation (II)		23 144 259	23 262 294	
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I-II)		3 216 075	3 431 106	
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)		2 526 912	4 965 817	
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)		0	7 883	
Produits financiers de participations		1 311 906	1 367 485	
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		0	0	
Autres intérêts et produits assimilés		30 782	31 071	
Reprises sur provisions et transferts de charges		0	0	
Différences positives de change		0	0	
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		0	0	
Total des produits financiers (V)		1 342 688	1 398 556	
Dotations financières aux amortissements et provisions		0	0	
Intérêts et charges assimilées		8 999	11 879	
Différences négatives de change		0	0	
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		0	0	
Total des charges financières (VI)		8 999	11 879	
RÉSULTAT FINANCIER (V-VI)		1 333 689	1 386 677	
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I-II+III-IV+V-VI)		7 076 676	9 775 716	

Compte de résultat (suite)

COMPTE DE RESULTAT (suite)	Exercice N	Exercice N-1
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	0	0
Produits exceptionnels sur opérations en capital	-1 284	1 216
Reprises sur provisions et transferts de charges	0	0
Total des produits exceptionnels (VII)	-1 284	1 216
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	0	0
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	7 436	93 201
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	0	0
Total des charges exceptionnelles (VIII)	7 436	93 201
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII -VIII)	-8 720	-91 985
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)	65 681	52 953
Impôts sur les bénéfices (X)	1 846 249	2 112 743
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)	30 228 651	33 058 989
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)	25 072 624	25 540 953
BÉNÉFICE OU PERTE (total des produits - total des charges)	5 156 026	7 518 036

ANNEXES AUX COMPTES ANNUELS

VALEST

Faits marquants de l'exercice

Néant.

Règles et méthodes comptables

Convention comptable générale

Les comptes annuels de l'exercice 2017 sont élaborés et présentés conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur en France.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de bases :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Les éléments chiffrés et détaillés sont fournis dans la mesure du possible, sous forme de tableaux exprimés en milliers d'euros ou euros.

Les comptes de la société sont consolidés globalement dans ceux de VEOLIA ENVIRONNEMENT.

Les éléments inscrits en comptabilité sont évalués selon la méthode des coûts historiques.

Plus particulièrement les modes et méthodes d'évaluation décrits ci-après ont été retenus pour les divers postes des comptes annuels.

L'exercice arrêté le 31/12/2017 a une durée de 12 mois.

Principales règles comptables

Changements de méthode

Néant

Immobilisations incorporelles et corporelles

Lors de leur entrée dans le patrimoine de l'entreprise, les immobilisations sont enregistrées à leur coût d'acquisition pour celles acquises à titre onéreux, à leur valeur vénale pour celles acquises à titre gratuit et à leur coût de production pour celles produites par l'entreprise.

Immobilisations incorporelles

Les logiciels informatiques acquis auprès des tiers figurent en "autres immobilisations incorporelles". La durée d'amortissement économique a été fixée selon la nature entre 1 et 3 ans.

Immobilisations corporelles

Les éléments corporels sont évalués :

- à leur coût d'acquisition, qui correspond au prix d'achat majoré des frais accessoires (biens acquis à titre onéreux)
- à leur coût de production (biens produits),
- à leur valeur vénale (biens acquis à titre gratuit).

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant les modes linéaire ou dégressif, en fonction de leur durée d'usage :

Types d'immobilisation	Mode	Durée
Constructions :	Linéaire	20 ans
Installations et agencements	Linéaire	10 ans
Matériel et outillage industriel	Linéaire	5 à 10 ans
Matériel d'exploitation	Dégressif	3 à 5 ans
Matériel informatique	Dégressif	3 ans
Matériel de bureau	Linéaire	3 à 7 ans
Matériel de transport	Linéaire	8 ans
Mobilier de bureau	Linéaire	7 à 10 ans

Immobilisations financières

Les immobilisations financières sont valorisées au coût historique d'acquisition ou à la valeur d'apport. Des provisions sont constituées dès lors que la valeur de la participation est supérieure à l'estimation de la quote-part détenue dans les capitaux propres correspondant à cette participation.

Il est, dans certains cas, tenu compte des perspectives d'évolution de telle ou telle société.

Les prêts sont provisionnés lorsque la situation financière du débiteur laisse apparaître une forte probabilité de non remboursement.

Créances et Dettes

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est comptabilisée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Les créances sont dépréciées par voie de provision afin de tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles sont susceptibles de donner lieu.

Disponibilités

Les comptes à terme assimilables à des liquidités sont enregistrés en disponibilités.

Subventions d'investissement

Les subventions d'investissement inscrites au passif du Bilan sont amorties sur la durée de vie du bien d'équipement financé.

Provisions pour risques et charges

Ces provisions sont évaluées pour le montant correspondant à la meilleure estimation de la sortie de ressources nécessaire à l'extinction de l'obligation. S'agissant de l'évaluation d'une obligation unique et en présence de plusieurs hypothèses d'évaluation de la sortie de ressource, la meilleure estimation du passif correspond à l'hypothèse la plus probable.

Les provisions pour risques et charges sont estimées en fonction des données connues de la société à la date de clôture de l'exercice.

Des provisions sont constituées en vue de couvrir les frais de remise en état de site et de post exploitation des Centres de Stockage de Déchets ultimes dont la société a la charge. Les dotations aux provisions sont constituées durant la durée d'exploitation en fonction du coût prévisionnel des travaux de remise en état de post-exploitation.

Informations complémentaires

Notion de résultat courant et exceptionnel

Les éléments des activités ordinaires mêmes exceptionnels par leur fréquence ou leur montant sont compris dans le résultat courant. Seuls les éléments ne se rapportant pas aux activités ordinaires de l'entreprise sont constatés en résultat exceptionnel.

Avantages au personnel

Les droits acquis par les salariés au titre des indemnités futures de fin de carrière ont été déterminés en fonction de l'âge et de l'ancienneté de chaque salarié par application d'une méthode d'actualisation prenant en compte une évolution des salaires, l'espérance de vie et le taux de rotation du personnel.

En application de la recommandation ANC 2013-02 qui préconise de provisionner l'intégralité des engagements de retraite et avantages similaires, la société a comptabilisé l'engagement relatif aux médailles du travail et aux indemnités de départ en retraite.

Les montants s'élèvent au 31 décembre 2017 à :

- Retraite 173 747 €
- Médailles du travail : 18 063 €

Crédit d'impôt compétitivité (CICE)

La société est éligible au crédit d'impôt compétitivité emploi institué par la loi de finances rectificative pour 2012. Un produit à recevoir a été constaté à ce titre dans les comptes annuels et porté en diminution de la charge d'impôts sur les sociétés.

Le CICE 2016 a été utilisé afin de soutenir l'effort de formation des collaborateurs au-delà des minimums légaux et d'améliorer le fond de roulement.

Notre société compte utiliser celui de 2017 de la même manière.

Evènements significatifs survenus post clôture

Néant

ELEMENTS D'INFORMATIONS RELATIFS AUX COMPTES DU BILAN ACTIF

VALEST

Immobilisations

Cadre A	IMMOBILISATIONS	Valeur brute au début de l'exercice	Augmentations	
			Réévaluation	Acqu. et apports
	Frais d'établissement et de développement (I)	0	0	0
	Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)	4 471	0	0
	Terrains	1 461 672	0	398 686
Constructions	Sur sol propre	1 374 007	0	0
	Sur sol d'autrui	470 259	0	0
	Installations générales, agencements et aménagements des constructions	82 624	0	4 204
	Installations techniques, matériel et outillage industriels	11 946 166	0	165 323
Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements, aménagements divers	5 592	0	0
	Matériel de transport	342 725	0	5 300
	Matériel de bureau et mobilier informatique	22 805	0	0
	Emballages récupérables et divers	4 497	0	0
	Immobilisations corporelles en cours	1 806 172	0	8 683 997
	Avances et acomptes	377 750	0	0
	TOTAL (III)	17 894 270	0	9 257 509
	Participations évaluées par mise en équivalence	0	0	0
	Autres participations	952 100	0	6 148 695
	Autres titres immobilisés	0	0	0
	Prêts et autres immobilisations financières	426 650	0	953 170
	TOTAL (IV)	1 378 750	0	7 101 864
	TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)	19 272 991	0	16 359 373

Cadre B	IMMOBILISATIONS	Diminutions		Valeur brute à la fin de l'exercice	Réévaluation
		Virement	Cession		Valeur d'origine
	Frais d'établissement et de développement (I)	0	0	0	0
	Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)	0	0	4 471	0
	Terrains	0	7 436	1 852 922	0
Constructions	Sur sol propre	-64 660	0	1 438 667	0
	Sur sol d'autrui	0	0	470 259	0
	Installations générales, agencements et aménagements des constructions	0	0	86 828	0
	Installations techniques, matériel et outillage industriels	-1 268 423	0	13 379 912	0
Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements, aménagements divers	0	0	5 592	0
	Matériel de transport	0	0	348 025	0
	Matériel de bureau et mobilier informatique	-9 805	0	32 610	0
	Emballages récupérables et divers	0	0	4 497	0
	Immobilisations corporelles en cours	1 342 889	0	9 147 280	0
	Avances et acomptes	0	377 750	0	0
	TOTAL (III)	0	385 186	26 766 593	0
	Participations évaluées par mise en équivalence	0	0	0	0
	Autres participations	0	0	7 100 795	0
	Autres titres immobilisés	0	0	0	0
	Prêts et autres immobilisations financières	0	1 295 764	84 055	0
	TOTAL (IV)	0	1 295 764	7 184 850	0
	TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)	0	1 680 950	33 951 443	0

Amortissements

Cadre A		SITUATION ET MOUVEMENTS DES AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE					
Immobilisations amortissables				Début d'exercice	Augment.	Diminutions	Fin de l'exercice
Frais d'établissement et de développement (I)				0	0	0	0
Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)				3 841	630	0	4 471
Terrains				551 396	8 773	0	560 169
Constructions	Sur sol propre			1 106 844	82 234	0	1 189 078
	Sur sol d'autrui			425 018	45 241	0	470 259
	Installations générales, agencements			75 842	2 304	0	78 146
Installations techniques, matériels et outillages				9 960 000	1 520 337	0	11 480 337
Autres immo. corporelles	Installations générales, agencements divers			5 592	0	0	5 592
	Matériel de transport			272 926	34 272	0	307 199
	Matériel de bureau, informatique et mobilier			19 887	4 718	0	24 605
	Emballages récupérables et divers			4 497	0	0	4 497
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES (III)				12 422 002	1 697 880	0	14 119 882
TOTAL GENERAL (I + II + III)				12 425 843	1 698 509	0	14 124 352
Cadre B		VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES					
Immos	DOTATIONS			REPRISES			Fin de l'exercice
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort fiscal exceptionnel	
Frais étab	0	0	0	0	0	0	0
Autres	0	0	0	0	0	0	0
Terrains	0	0	0	0	0	0	0
Constructions :							
sol propre	0	0	0	0	0	0	0
sol autrui	0	0	0	0	0	0	0
install.	0	0	0	0	0	0	0
Autres immobilisations :							
Inst. techn.	0	0	0	0	0	0	0
Inst gén.	0	0	0	0	0	0	0
M.Transport	0	0	0	0	0	0	0
Mat bureau.	0	0	0	0	0	0	0
Emball.	0	0	0	0	0	0	0
CORPO.	0	0	0	0	0	0	0
Acquis. de titres							
TOTAL							
Cadre C				Début de l'exercice	Augment.	Diminutions	Fin de l'exercice
Frais d'émission d'emprunt à étaler				0	0	0	0
Primes de remboursement des obligations				0	0	0	0

Provisions

Nature des provisions	Début de l'exercice	Dotations	Reprises	Fin de l'exercice
Provisions gisements miniers et pétroliers	0	0	0	0
Provisions investissements	0	0	0	0
Provisions pour hausse des prix	0	0	0	0
Amortissements dérogatoires	0	0	0	0
- Dont majorations exceptionnelles de 30%	0	0	0	0
Provisions implantation étranger avant 1.1.1992	0	0	0	0
Provisions implantation étranger après 1.1.1992	0	0	0	0
Provisions pour prêts d'installation	0	0	0	0
Autres provisions réglementées	0	0	0	0
TOTAL (I)	0	0	0	0
Provisions pour litige	0	0	0	0
Frais de développement	0	0	0	0
Provisions pour pertes sur marchés à terme	0	0	0	0
Provisions pour amendes et pénalités	0	0	0	0
Provisions pour pertes de change	0	0	0	0
Provisions pour pensions	155 864	17 883	0	173 747
Provisions pour impôts	0	0	0	0
Provisions pour renouvellement des immobilisations	0	0	0	0
Provisions pour gros entretien	0	0	0	0
payer	0	0	0	0
Autres provisions pour risques et charges	20 369 484	1 642 869	996 406	21 015 947
TOTAL (II)	20 525 348	1 660 752	996 406	21 189 694
Provisions sur immos incorporelles	0	0	0	0
Provisions sur immos corporelles	684 489	32 532	0	717 020
Provisions sur titres mis en équivalence	0	0	0	0
Provisions sur titres de participations	0	0	0	0
Provisions sur autres immos financières	0	0	0	0
Provisions sur stocks	0	0	0	0
Provisions sur comptes clients	38 142	7 807	30 797	15 152
Autres provisions pour dépréciations	0	0	0	0
TOTAL (III)	722 630	40 338	30 797	732 172
TOTAL GENERAL (I + II + III)	21 247 978	1 701 090	1 027 203	21 921 866
Dont dotations et reprises d'exploitation		1 701 090	1 027 203	
Dont dotations et reprises financières		0	0	
Dont dotations et reprises exceptionnelles		0	0	
dépréciations des titres mis en équivalence				0

Charges constatées d'avance et produits à recevoir

Charges constatées d'avance

Charges constatées d'avance	Exploitation	Financier	Exceptionnel
CCA ZURICH	5 062	0	0
CCA BNG	8 675	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
TOTAL	13 737	0	0

Produits à recevoir

Produits à recevoir	Montant
Clients produits à recevoir	2 321 188
Fournisseurs RRR à obtenir	13 202
Personnel & Org. sociaux produits à Rec	5 143
Etat produits à recevoir	0
Groupe intérêts à recevoir	1 789
TOTAL	2 341 322

**ELEMENTS D'INFORMATIONS RELATIFS
AUX COMPTES DU BILAN PASSIF**

VALEST

CAPITAL SOCIAL ET RESERVES

Variation des capitaux propres

CAPITAUX PROPRES	Ouverture	Augment.	Diminut.	Distribut. Dividendes	Affectation du résultat N-1	Apports et fusions	Clôture
Capital social ou individuel	824 544						824 544
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	0						0
Ecart de réévaluation	0						0
Réserve légale	82 454						82 454
Réserves statutaires ou contractuelles	0						0
Réserves réglementées	0						0
Autres réserves	0						0
Report à nouveau	8 585 112			9 842 994	7 518 036		6 260 153
Résultat de l'exercice	7 518 036	5 156 026	7 518 036				5 156 026
Subventions d'investissement	7 132	0	216				6 915
Provisions réglementées	0						0
TOTAL CAPITAUX PROPRES	17 017 278	5 156 026	7 518 252	9 842 994	7 518 036	0	12 330 093

Composition du capital social

	Nombre au début de l'exercice	Créés au cours de l'exercice	Remboursés au cours de l'exercice	Nombre au 31/12/2017	Valeur nominale
Actions ordinaires	51 534			51 534	16
Actions amorties				0	
Actions à dividendes prioritaires (sans droit de vote)				0	
Actions préférentielles				0	
Parts sociales				0	
Certificats d'investissement				0	
Total	51 534	0	0	51 534	

Subventions d'investissements

				Amortissement	
Date début d'amortissement	Organisme	Biens subventionnés	Montant	Mode	Durée
01/04/2002		Plate forme compostage dechets verts de Montreuil (237596.62€)	31 247,96	Linéaire	10 ans
30/04/2002		Crible Somergie	1 143,30	Linéaire	5 ans
01/01/2003	Ademe	Tranchée drainante Roussey	3 248,24	Linéaire	15 ans
	Ademe	Avance unité de Déconditionnement Granges	6 915,24	Attente montant définitif prévu en 2018	

Produits constatés d'avance

Charges à payer

	Montant
Fournisseurs charges à payer	7 375 428
Clients Avoirs à émettre	86 583
Personnel & Org. sociaux charges à payer	419 969
Etat charges à payer	55 379
Groupe intérêts à payer	6 112
	0
	0
	0
	0
	0
	0
	0
	0
	0
	0
	0
	0
	0
	0
	0
	0
	0
	0
TOTAL	7 943 471

ETAT DES ECHEANCES, DES CREANCES ET DETTES

VALEST

Etats des échéances des créances et des dettes

Cadre A		Etat des créances		Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an
Créances rattachées à des participations				6 148 695	306 830	5 841 865
Prêts				0	0	0
Autres immos financières				84 055	82 531	1 524
TOTAL DES CREANCES LIEES A L'ACTIF IMMOBILISE				6 232 750	389 360	5 843 390
Clients douteux ou litigieux				8 581	8 581	0
Autres créances				4 637 794	4 637 794	0
Créances représentatives de titres prêtés				0	0	0
Personnel et comptes rattachés				4 690	4 690	0
Sécurité sociale et autres organismes sociaux				4 822	4 822	0
Impôts sur les bénéfices				0	0	0
Etat et autres collectivités				2 285 663	2 285 663	0
Taxe sur la valeur ajoutée						
Autres impôts				1 402 622	1 402 622	0
Etat - divers				0	0	0
Groupes et associés				23 597 203	23 597 203	0
Débiteurs divers				357 181	357 181	0
TOTAL CREANCES LIEES A L'ACTIF CIRCULANT				32 298 555	32 298 555	0
Charges constatées d'avance				13 737	13 737	0
TOTAL DES CREANCES				38 545 042	32 701 652	5 843 390
Prêts accordés en cours d'exercice				6 442 311		
Remboursements obtenus en cours d'exercice				293 616		
Prêts et avances consentis aux associés				0		
Cadre B	Etat des dettes		Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an et - de cinq ans	A plus de cinq ans
Emprunts obligataires convertibles			0	0	0	0
Autres emprunts obligataires			0	0	0	0
Emprunts auprès des établissements de crédits moins de 1 an à l'origine			577	577	0	0
Emprunts auprès des établissements de crédits plus de 1 an à l'origine			0	0	0	0
Emprunts et dettes financières divers			4 366 387	205 640	4 160 748	0
Fournisseurs et comptes rattachés			4 160 375	4 160 375	0	0
Personnel et comptes rattachés			313 373	313 373	0	0
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			174 997	174 997	0	0
Impôts sur les bénéfices			0	0	0	0
Etat et autres collectivités publiques			915 290	915 290	0	0
Taxe sur la valeur ajoutée						
Obligations cautionnées			0	0	0	0
Autres impôts			55 379	55 379	0	0
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			3 215 052	3 215 052	0	0
Groupes et associés			3 957 893	3 957 893	0	0
Autres dettes			0	0	0	0
Dette représentative de titres empruntés			0	0	0	0
Produits constatés d'avance			0	0	0	0
TOTAL DES DETTES			17 159 324	12 998 576	4 160 748	0
Emprunts souscrits en cours d'exercice			4 359 990	Emprunts auprès des associés personnes physiques		0
Emprunts remboursés en cours d'exercice			4 252			

ELEMENTS D'INFORMATIONS RELATIFS AU COMPTE DE RESULTAT

VALEST

Chiffre d'affaires

Ventilation du chiffre d'affaires	Exercice N	Exercice N-1	Variation
Répartition par secteur d'activité			
Ventes de marchandises	2 465 172	2 920 170	-16%
Production vendue biens	0	0	0%
Production vendue services	22 793 959	22 783 661	0%
Répartition par marché géographique			
Chiffres d'affaires nets-France	25 259 131	25 703 832	-2%
Chiffres d'affaires nets-Export	0	0	0%
Chiffres d'affaires nets	25 259 131	25 703 832	-2%

Quote-Part de résultat sur opérations faites en commun

Sociétés	Résultat global	Résultat transféré
REMIVAL	1 827 624	1 823 969
SOVVAD	1 104 466	552 233
SONIRVAL	490 971	490 873
VAL'ERGIE	-346 862	-346 793
VALAUBIA	6 501	6 500
NANCY ENERGIE	0	-
TOTAL	3 082 700	2 526 781

Resultat exceptionnel

TOTAL	7 436	-1 284
--------------	--------------	---------------

Impôt sur les sociétés

La société a bénéficié du Crédit d'impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE) au titre de l'exercice 2017 pour un montant de 247 036 euros. Le CICE a été enregistré en diminution de la charge d'impôt sur les sociétés.

Ventilation de l'impôt (hors CICE) :

Impôts	Résultat avant impôt	Impôt
Résultat courant	7 076 676	2 358 892
Résultat exceptionnel	-8 720	-2 907
Décalages temporels et permanents	-848 850	-282 950
Participation des salariés	-53 685	-17 895
Crédits d'impôts (hors CICE)		-4 500
Contribution sociale		42 641
Contribution exceptionnelle		0
TOTAL	6 165 421	2 093 281

AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS

VALEST

Engagements hors bilan

Catégorie d'engagement	Total	< 1 an	de 1 à 5 ans	> 5 ans
Engagements donnés (à détailler)				
CC d'agglomération du pays Montbeliard	250 000		250 000	
CC d'agglomération du Grand Sénonais	91 935	91 935		
Ministère de l'Environnement	30 371	30 371		
	0			
	0			
	0			
A.Total engagements liés à l'exploitation	372 306	122 306	250 000	0
	0			
	0			
	0			
	0			
	0			
	0			
B.Total engagements liés au financement	0	0	0	0
Préfectures CSDU	8 422 705	6 871 001	1 551 704	
	0			
	0			
	0			
	0			
	0			
C. Total autres engagements donnés	8 422 705	6 871 001	1 551 704	0
I. Total engagements donnés (A+B+C)	8 795 011	6 993 307	1 801 704	0
Engagements reçus (à détailler)				
	0			
	0			
	0			
	0			
	0			
	0			
II. Total engagements reçus	0	0	0	0
Engagements réciproques (à détailler)				
	0			
	0			
	0			
	0			
	0			
III. Total engagements réciproques	0	0	0	0

Situation fiscale différée ou latente

Libellé	31/12/2017	31/12/2016
Bases d'accroissement de la dette future d'impôt		
Provisions réglementées	0	0
Subventions d'investissement		
Ecart d'évaluation négatif des titres d'O.P.V.C.M		
Ecart de conversion Actif	0	0
Autres charges déduites d'avance	0	5 714
Plus values à long terme en sursis d'imposition		
Total bases d'accroissement de la dette future d'impôt	0	5 714
Total passif d'impôt futur	0	1 967
Bases d'allègement de la dette future d'impôt		
Amortissements des logiciels		
Pertes potentielles sur contrat à long terme		
Provisions pour retraites et obligations similaires	-173 747	-155 864
Autres risques et charges provisionnés	-1 825	-23 590
Charges à payer	-72 268	-57 754
Ecart d'évaluation positif des titres d'O.P.V.C.M		
Ecart de conversion Passif	0	0
Autres produits taxés d'avance		
Déficits reportables fiscalement	0	0
Total bases d'allègement de la dette future d'impôt	-247 840	-237 208
Total actif d'impôt futur	-64 017	-81 671
Situation nette	-64 017	-79 703

(1) Taux d'impôt :

25,83%

34,43%

Effectif moyen

Effectif	Effectif moyen salarié		Effectif moyen mis à la disposition de l'entreprise		Effectif moyen global	
	N	N-1	N	N-1	N	N-1
Ingenieurs et Cadres	4	4			4	4
Agents de maîtrise	13	12			13	12
Employés et techniciens	1	1			1	1
Ouvriers	14	13			14	13
Autres					0	0
TOTAL	31	29	0	0	31	29

Intégration fiscale

Au cours de l'exercice 2003, VALEST a opté pour le groupe d'intégration fiscale constitué par Veolia Environnement.

Cette option a été reconduite pour une nouvelle période de cinq ans à compter du 01 janvier 2016. Elle est renouvelable par tacite reconduction. Veolia Environnement SA est seule redevable envers l'Administration française de l'impôt courant calculé sur la base de l'ensemble. L'économie susceptible d'en résulter est acquise à l'intégrante : Veolia Environnement SA.

Cette option est sans incidence sur la charge d'impôt sur les bénéfices comptabilisée par VALEST

Honoraires de commissariat aux comptes

Les honoraires de commissariat aux comptes encourus au titre du contrôle légal des comptes et au titre des prestations de service entrant dans les diligences directement liées à cette mission sont mentionnés dans l'annexe aux comptes consolidés du Groupe Veolia.

Identité de la société consolidante

Veolia Environnement a établi les états financiers consolidés du Groupe Veolia sous le numéro d'identification : 403 210 032 R.C.S. Paris.

La copie des états financiers peut être obtenue au siège administratif situé 30, rue Madeleine Vionnet 93300 Aubervilliers.

Les comptes de VALEST sont inclus suivant la méthode de l'intégration globale dans les comptes de :

Dénomination et siège social	Forme juridique	Capital
VEOLIA ENVIRONNEMENT 21 Rue La Boétie 75008 PARIS	SA	2.816.824.115,01 euros

Tableau des filiales et des participations

Filiales et participations	Capital (4)	Réserves et report à nouveau avant affectations (4)	Quote-part du capital détenu	Valeurs comptables des titres détenus		Prêts et avances consentis non encore remboursés	Cautions et avals donnés par la société	Chiffre d'affaires hors taxe du dernier exercice écoulé	Résultat du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la société en cours d'exercice
				Brute	Nette					
A. Renseignements détaillés(1) (2)										
Filiales (+ de 50% du capital détenu par la société)										
SAS AUREADE	37 000	1 222 082	95,95	230 020	230 020			15 148 204	374 318	
SAS SHMVD	310 000	952 898	99,97	304 837	304 837	1 996 051		12 489 094	-218 452	
SNC REMIVAL	7 623		99,80	7 622	7 622			11 205 516	1 627 624	
SNC SONIRVAL	150 000		99,98	150 015	150 015			8 775 788	490 971	
SNC SOVVAD	30 490		50,00	15 245	15 245			12 033 762	1 104 466	
SAS VALINEA	50 000	456 733	90,00	45 000	45 000			5 326 066	185 737	
SASU JURALIA	15 000	-191 628	100,00	15 000	15 000			3 977 603	123 488	
SNC NANCY ENERGIE	608 000		50,00	0,30	0,30			91 733	76 266	
SNC VAL'ERGIE	50 000		99,98	49 990	49 990			12 094 625	-346 862	
SNC VALAUBIA	50 000		99,98	49 990	49 990			0	6 501	
Participations (10 à 50% du capital)										
SA CREUSOT MONTCEAU RECYCLAGE (Chiffres 2016)	305 000		27,40	84 381	84 381			7 103 561	-390 355	
B. Renseignements globaux concernant les autres filiales et participations non reprises au A.										
Filiales françaises (ensemble)										
Filiales étrangères (ensemble) (3)										
Participations dans des sociétés françaises										
Participation dans des sociétés étrangères										

(1) Dont la valeur d'inventaire excède un certain pourcentage (déterminé par la réglementation) du capital de la société astreinte à la publication. Lorsque la société a annexé à son bilan, un bilan des comptes consolidés conformément à la réglementation, cette société ne donne des renseignements que globalement (§ B) en distinguant (a) filiales françaises (ensemble) et (b) filiales étrangères (ensemble).

(2) Pour chaque filiale et entité avec laquelle la société a un lien de participation indiquer la dénomination et le siège social.

(3) Les filiales et participations étrangères qui, par suite d'une dérogation, ne seraient pas inscrites au § A sont inscrites sous ces rubriques.

(4) Dans la monnaie locale d'opération.

Résultats de la société au cours des 5 derniers exercices

Etabli en EUR					
Nature des indications	Exercice N-4	Exercice N-3	Exercice N-2	Exercice N-1	Exercice N
I. Capital en fin d'exercice					
a) Capital social (en EUR)	824 544	824 544	824 544	824 544	824 544
b) Nombre d'actions ordinaires existantes	51 534	51 534	51 534	51 534	51 534
c) Nombre d'actions à dividendes prioritaires (sans droit de vote) existantes	0	0	0	0	0
d) Nombre maximal d'actions futures à créer	0	0	0	0	0
d-1) par conversion d'obligations	0	0	0	0	0
d-2) par exercice de droits de souscription	0	0	0	0	0
II. Résultat de l'exercice (en EUR)					
a) Chiffre d'affaires hors taxes	20 604 392	22 121 568	21 349 819	25 703 832	25 259 131
b) Résultat avant impôts et charges calculées	13 408 866	6 811 436	10 809 633	12 176 175	9 440 353
c) Impôt sur les bénéfices	3 083 344	2 837 365	419 886	2 112 743	1 846 249
d) Participation des salariés dûe au titre de l'exercice	57 157	81 383	60 268	52 953	65 681
e) Dotations aux amortissements et provisions	1 908 583	-3 274 953	2 971 727	2 492 444	2 372 397
f) Résultat après impôts et charges calculées	8 359 782	7 167 642	7 357 753	7 518 036	5 156 026
g) Résultat distribué au titre de l'exercice	8 245 440	7 008 624	7 188 993	9 842 994	0
III. Résultat par action (en EUR)					
a) Résultat après impôts mais avant charges calculées	200	77	202	195	147
b) Résultat après impôts et charges calculées	162	139	143	146	100
c) Dividende ordinaire net attribué à chaque action	160	136	140	191	0
IV. Personnel					
a) Effectif moyen des salariés employés	31	32	31	29	31
b) Montant de la masse salariale de l'exercice	1 258 120	1 207 684	1 190 842	940 186	1 012 185
c) Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice (sécurité sociale, retraites...) (EUR)	441 091	500 677	448 048	612 965	678 769



KPMG Audit
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris la Défense Cedex
France

Téléphone : +33 (0)1 55 68 68 68
Télécopie : +33 (0)1 55 68 73 00
Site internet : www.kpmg.fr

VALEST

Société Anonyme

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2017

VALEST
Société Anonyme

2 /4, Avenue des Canuts - 69120 VAULX EN VELIN

Ce rapport contient 34 pages

Référence : PA-182-171



KPMG Audit
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris la Défense Cedex
France

Téléphone : +33 (0)1 55 68 68 68
Télécopie : +33 (0)1 55 68 73 00
Site internet : www.kpmg.fr

VALEST **Société Anonyme**

Siège social : 2 /4, Avenue des Canuts - 69120 VAULX EN VELIN
Capital social : € 824.544

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2017

A l'attention de l'assemblée générale,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par décision de votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société VALEST S.A. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice :

La société constitue des provisions pour couvrir les coûts de fermeture et de suivi post-exploitation des centres de stockage des déchets, selon les modalités décrites en note « Provisions pour risques et charges » de l'annexe aux comptes annuels.

Nous avons procédé à l'appréciation des approches retenues par la société, sur la base des éléments disponibles à ce jour, et mis en œuvre des tests pour vérifier, par sondages, l'application de ces méthodes.

S'agissant de l'évaluation et de la dépréciation des titres de participations, nous avons apprécié l'application des règles et méthodes d'évaluation décrites dans la note « Immobilisations financières » de l'annexe aux comptes annuels et examiné, le cas échéant, les données et hypothèses sur lesquelles se fondent les estimations.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés à l'assemblée générale

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

En application de la loi, nous vous signalons que les informations relatives aux délais de paiement prévues à l'article D.441-4 du Code de commerce, pris en application de l'article L.441-6 dudit code, ne sont pas mentionnées dans le rapport de gestion.

Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L.225-37-3 et L.225-37-4 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris La Défense, le 1er juin 2018

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.



Philippe Arnaud
Associé

Bilan actif

BILAN-ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	Brut	Amort.	Net	Net
Capital souscrit non appelé (I)	0		0	0
Frais d'établissement	0	0	0	0
Frais de développement	0	0	0	0
Concessions, brevets et droits similaires	4 471	4 471	0	630
Fonds commercial	0	0	0	0
Autres immobilisations incorporelles	0	0	0	0
Avances sur immobilisations incorporelles	0	0	0	0
TOTAL immobilisations incorporelles	4 471	4 471	0	630
Terrains	1 852 922	1 277 189	575 733	225 788
Constructions	1 995 754	1 737 483	258 271	319 187
Installations techniques, matériel	13 379 912	11 480 337	1 899 576	1 986 166
Autres immobilisations corporelles	390 725	341 893	48 832	72 717
Immobilisations en cours	9 147 280	0	9 147 280	1 806 172
Avances et acomptes	0	0	0	377 750
TOTAL immobilisations corporelles	26 766 593	14 836 902	11 929 691	4 787 779
Participations selon la méthode de meq	0	0	0	0
Autres participations	952 100	0	952 100	952 100
Créances rattachées à des participations	6 148 695	0	6 148 695	0
Autres titres immobilisés	0	0	0	0
Prêts	0	0	0	207 312
Autres immobilisations financières	84 055	0	84 055	219 338
TOTAL immobilisations financières	7 184 850	0	7 184 850	1 378 750
Total Actif Immobilisé (II)	33 955 914	14 841 373	19 114 542	6 167 159
Matières premières, approvisionnements	0	0	0	0
En cours de production de biens	0	0	0	0
En cours de production de services	0	0	0	0
Produits intermédiaires et finis	0	0	0	0
Marchandises	0	0	0	0
TOTAL Stock	0	0	0	0
Avances et acomptes versés sur commandes	91 958	0	91 958	515
Clients et comptes rattachés	4 646 374	15 152	4 631 222	3 394 085
Autres créances	27 652 181	0	27 652 181	40 211 614
Capital souscrit et appelé, non versé	0	0	0	0
TOTAL Créances et divers	32 390 512	15 152	32 375 361	43 606 215
Valeurs mobilières de placement	0	0	0	0
dont actions propres:				
Disponibilités	233 004	0	233 004	0
TOTAL Disponibilités	233 004	0	233 004	0
Charges constatées d'avance	13 737	0	13 737	1 685
Total Actif Circulant (III)	32 637 253	15 152	32 622 101	43 607 899
Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)	0	0	0	0
Prime de remboursement des obligations (V)	0	0	0	0
Ecart de conversion actif (VI)	0	0	0	0
Total Général (I à VI)	66 593 167	14 856 524	51 736 643	49 775 058

Bilan passif

BILAN-PASSIF	Exercice N	Exercice N-1
Capital social ou individuel dont versé : 824 544	824 544	824 544
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	0	0
Ecart de réévaluation dont écart d'équivalence 0	0	0
Réserve légale	82 454	82 454
Réserves statutaires ou contractuelles	0	0
Réserves réglementées dont réserve des prov. fluctuation des cours : 0	0	0
Autres réserves dont réserve achat d'œuvres originales d'artistes : 0	0	0
Report à nouveau	6 260 153	8 585 112
RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	5 156 026	7 518 036
Sous-Total : Situation Nette	12 323 178	17 010 146
Subventions d'investissement	6 915	7 132
Provisions réglementées	0	0
TOTAL CAPITAUX PROPRES (I)	12 330 093	17 017 278
Produit des émissions de titres participatifs	0	0
Avances conditionnées	0	0
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES (II)	0	0
Provisions pour risques	0	65 176
Provisions pour charges	21 189 694	20 460 172
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (III)	21 189 694	20 525 348
Emprunts obligataires convertibles	0	0
Autres emprunts obligataires	0	0
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	577	71 934
Emprunts et dettes financières divers dont emprunts participatifs : 0	8 324 280	5 636 907
TOTAL Dettes financières	8 324 857	5 708 842
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	514	0
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	4 160 375	4 440 536
Dettes fiscales et sociales	1 459 039	2 026 343
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	3 215 052	0
Autres dettes	1 057 018	56 711
TOTAL Dettes d'exploitation et divers	9 891 999	6 523 591
Produits constatés d'avance	0	0
TOTAL DETTES (IV)	18 216 856	12 232 433
Ecart de conversion Passif (V)	0	0
TOTAL GENERAL - PASSIF (I à V)	51 736 643	49 775 058

Compte de résultat

COMPTE DE RESULTAT	Exercice N			Exercice N-1
	France	Exportation	Total	
Ventes de marchandises	2 465 172	0	2 465 172	2 920 170
Production vendue biens	0	0	0	0
Production vendue services	22 793 959	0	22 793 959	22 783 661
Chiffres d'affaires nets	25 259 131	0	25 259 131	25 703 832
Production stockée		0	0	0
Production immobilisée		0	0	0
Subventions d'exploitation		65 217	0	0
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges		1 036 942	989 566	
Autres produits		-956	1	
Total des produits d'exploitation (I)		26 360 334	26 693 399	
Achats de marchandises (y compris droits de douane)		219	436 706	
Variation de stock (marchandises)		0	0	
Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)		0	0	
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)		0	0	
Autres achats et charges externes		12 103 494	12 872 896	
Impôts, taxes et versements assimilés		5 939 207	4 856 509	
Salaires et traitements		1 012 185	940 186	
Charges sociales		678 769	612 965	
Dotations d'exploitation	sur immobilisations	Dotations aux amortissements	1 698 509	1 867 747
		Dotations aux provisions	32 532	32 532
		Sur actif circulant : dotations aux provisions	7 807	26 442
		Pour risques et charges : dotations aux provisions	1 660 752	1 555 289
Autres charges		10 785	61 022	
Total des charges d'exploitation (II)		23 144 259	23 262 294	
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I-II)		3 216 075	3 431 106	
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)		2 526 912	4 965 817	
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)		0	7 883	
Produits financiers de participations		1 311 906	1 367 485	
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		0	0	
Autres intérêts et produits assimilés		30 782	31 071	
Reprises sur provisions et transferts de charges		0	0	
Différences positives de change		0	0	
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		0	0	
Total des produits financiers (V)		1 342 688	1 398 556	
Dotations financières aux amortissements et provisions		0	0	
Intérêts et charges assimilées		8 999	11 879	
Différences négatives de change		0	0	
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		0	0	
Total des charges financières (VI)		8 999	11 879	
RÉSULTAT FINANCIER (V-VI)		1 333 689	1 386 677	
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I-II+III-IV+V-VI)		7 076 676	9 775 716	

Compte de résultat (suite)

COMPTE DE RESULTAT (suite)	Exercice N	Exercice N-1
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	0	0
Produits exceptionnels sur opérations en capital	-1 284	1 216
Reprises sur provisions et transferts de charges	0	0
Total des produits exceptionnels (VII)	-1 284	1 216
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	0	0
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	7 436	93 201
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	0	0
Total des charges exceptionnelles (VIII)	7 436	93 201
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)	-8 720	-91 985
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)	65 681	52 953
Impôts sur les bénéfices (X)	1 846 249	2 112 743
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)	30 228 651	33 058 989
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)	25 072 624	25 540 953
BÉNÉFICE OU PERTE (total des produits - total des charges)	5 156 026	7 518 036

ANNEXES AUX COMPTES ANNUELS

VALEST

Faits marquants de l'exercice

Néant.

Règles et méthodes comptables

Convention comptable générale

Les comptes annuels de l'exercice 2017 sont élaborés et présentés conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur en France.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de bases :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Les éléments chiffrés et détaillés sont fournis dans la mesure du possible, sous forme de tableaux exprimés en milliers d'euros ou euros.

Les comptes de la société sont consolidés globalement dans ceux de VEOLIA ENVIRONNEMENT.

Les éléments inscrits en comptabilité sont évalués selon la méthode des coûts historiques.

Plus particulièrement les modes et méthodes d'évaluation décrits ci-après ont été retenus pour les divers postes des comptes annuels.

L'exercice arrêté le 31/12/2017 a une durée de 12 mois.

Principales règles comptables

Changements de méthode

Néant

Immobilisations incorporelles et corporelles

Lors de leur entrée dans le patrimoine de l'entreprise, les immobilisations sont enregistrées à leur coût d'acquisition pour celles acquises à titre onéreux, à leur valeur vénale pour celles acquises à titre gratuit et à leur coût de production pour celles produites par l'entreprise.

Immobilisations incorporelles

Les logiciels informatiques acquis auprès des tiers figurent en "autres immobilisations incorporelles". La durée d'amortissement économique a été fixée selon la nature entre 1 et 3 ans.

Immobilisations corporelles

Les éléments corporels sont évalués :

- à leur coût d'acquisition, qui correspond au prix d'achat majoré des frais accessoires (biens acquis à titre onéreux)
- à leur coût de production (biens produits),
- à leur valeur vénale (biens acquis à titre gratuit).

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant les modes linéaire ou dégressif, en fonction de leur durée d'usage :

Types d'immobilisation	Mode	Durée
Constructions :	Linéaire	20 ans
Installations et agencements	Linéaire	10 ans
Matériel et outillage industriel	Linéaire	5 à 10 ans
Matériel d'exploitation	Dégressif	3 à 5 ans
Matériel informatique	Dégressif	3 ans
Matériel de bureau	Linéaire	3 à 7 ans
Matériel de transport	Linéaire	8 ans
Mobilier de bureau	Linéaire	7 à 10 ans

Immobilisations financières

Les immobilisations financières sont valorisées au coût historique d'acquisition ou à la valeur d'apport. Des provisions sont constituées dès lors que la valeur de la participation est supérieure à l'estimation de la quote-part détenue dans les capitaux propres correspondant à cette participation.

Il est, dans certains cas, tenu compte des perspectives d'évolution de telle ou telle société.

Les prêts sont provisionnés lorsque la situation financière du débiteur laisse apparaître une forte probabilité de non remboursement.

Créances et Dettes

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est comptabilisée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Les créances sont dépréciées par voie de provision afin de tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles sont susceptibles de donner lieu.

Disponibilités

Les comptes à terme assimilables à des liquidités sont enregistrés en disponibilités.

Subventions d'investissement

Les subventions d'investissement inscrites au passif du Bilan sont amorties sur la durée de vie du bien d'équipement financé.

Provisions pour risques et charges

Ces provisions sont évaluées pour le montant correspondant à la meilleure estimation de la sortie de ressources nécessaire à l'extinction de l'obligation. S'agissant de l'évaluation d'une obligation unique et en présence de plusieurs hypothèses d'évaluation de la sortie de ressource, la meilleure estimation du passif correspond à l'hypothèse la plus probable.

Les provisions pour risques et charges sont estimées en fonction des données connues de la société à la date de clôture de l'exercice.

Des provisions sont constituées en vue de couvrir les frais de remise en état de site et de post exploitation des Centres de Stockage de Déchets ultimes dont la société a la charge. Les dotations aux provisions sont constituées durant la durée d'exploitation en fonction du coût prévisionnel des travaux de remise en état de post-exploitation.

Informations complémentaires

Notion de résultat courant et exceptionnel

Les éléments des activités ordinaires mêmes exceptionnels par leur fréquence ou leur montant sont compris dans le résultat courant. Seuls les éléments ne se rapportant pas aux activités ordinaires de l'entreprise sont constatés en résultat exceptionnel.

Avantages au personnel

Les droits acquis par les salariés au titre des indemnités futures de fin de carrière ont été déterminés en fonction de l'âge et de l'ancienneté de chaque salarié par application d'une méthode d'actualisation prenant en compte une évolution des salaires, l'espérance de vie et le taux de rotation du personnel.

En application de la recommandation ANC 2013-02 qui préconise de provisionner l'intégralité des engagements de retraite et avantages similaires, la société a comptabilisé l'engagement relatif aux médailles du travail et aux indemnités de départ en retraite.

Les montants s'élèvent au 31 décembre 2017 à :

- Retraite 173 747 €
- Médailles du travail : 18 063 €

Crédit d'impôt compétitivité (CICE)

La société est éligible au crédit d'impôt compétitivité emploi institué par la loi de finances rectificative pour 2012. Un produit à recevoir a été constaté à ce titre dans les comptes annuels et porté en diminution de la charge d'impôts sur les sociétés.

Le CICE 2016 a été utilisé afin de soutenir l'effort de formation des collaborateurs au-delà des minimums légaux et d'améliorer le fond de roulement.

Notre société compte utiliser celui de 2017 de la même manière.

Evènements significatifs survenus post clôture

Néant

ELEMENTS D'INFORMATIONS RELATIFS AUX COMPTES DU BILAN ACTIF

VALEST

Immobilisations

Cadre A	IMMOBILISATIONS	Valeur brute au début de l'exercice	Augmentations	
			Réévaluation	Acqu. et apports
	Frais d'établissement et de développement (I)	0	0	0
	Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)	4 471	0	0
	Terrains	1 461 672	0	398 686
Constructions	Sur sol propre	1 374 007	0	0
	Sur sol d'autrui	470 259	0	0
	Installations générales, agencements et aménagements des constructions	82 624	0	4 204
	Installations techniques, matériel et outillage industriels	11 946 166	0	165 323
Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements, aménagements divers	5 592	0	0
	Matériel de transport	342 725	0	5 300
	Matériel de bureau et mobilier informatique	22 805	0	0
	Emballages récupérables et divers	4 497	0	0
	Immobilisations corporelles en cours	1 806 172	0	8 683 997
	Avances et acomptes	377 750	0	0
	TOTAL (III)	17 894 270	0	9 257 509
	Participations évaluées par mise en équivalence	0	0	0
	Autres participations	952 100	0	6 148 695
	Autres titres immobilisés	0	0	0
	Prêts et autres immobilisations financières	426 650	0	953 170
	TOTAL (IV)	1 378 750	0	7 101 864
	TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)	19 272 991	0	16 359 373

Cadre B	IMMOBILISATIONS	Diminutions		Valeur brute à la fin de l'exercice	Réévaluation
		Virement	Cession		Valeur d'origine
	Frais d'établissement et de développement (I)	0	0	0	0
	Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)	0	0	4 471	0
	Terrains	0	7 436	1 852 922	0
Constructions	Sur sol propre	-64 660	0	1 438 667	0
	Sur sol d'autrui	0	0	470 259	0
	Installations générales, agencements et aménagements des constructions	0	0	86 828	0
	Installations techniques, matériel et outillage industriels	-1 268 423	0	13 379 912	0
Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements, aménagements divers	0	0	5 592	0
	Matériel de transport	0	0	348 025	0
	Matériel de bureau et mobilier informatique	-9 805	0	32 610	0
	Emballages récupérables et divers	0	0	4 497	0
	Immobilisations corporelles en cours	1 342 889	0	9 147 280	0
	Avances et acomptes	0	377 750	0	0
	TOTAL (III)	0	385 186	26 766 593	0
	Participations évaluées par mise en équivalence	0	0	0	0
	Autres participations	0	0	7 100 795	0
	Autres titres immobilisés	0	0	0	0
	Prêts et autres immobilisations financières	0	1 295 764	84 055	0
	TOTAL (IV)	0	1 295 764	7 184 850	0
	TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)	0	1 680 950	33 951 443	0

Amortissements

Cadre A		SITUATION ET MOUVEMENTS DES AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE					
Immobilisations amortissables				Début d'exercice	Augment.	Diminutions	Fin de l'exercice
Frais d'établissement et de développement (I)				0	0	0	0
Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)				3 841	630	0	4 471
Terrains				551 396	8 773	0	560 169
Constructions	Sur sol propre			1 106 844	82 234	0	1 189 078
	Sur sol d'autrui			425 018	45 241	0	470 259
	Installations générales, agencements			75 842	2 304	0	78 146
Installations techniques, matériels et outillages				9 960 000	1 520 337	0	11 480 337
Autres immo. corporelles	Installations générales, agencements divers			5 592	0	0	5 592
	Matériel de transport			272 926	34 272	0	307 199
	Matériel de bureau, informatique et mobilier			19 887	4 718	0	24 605
	Emballages récupérables et divers			4 497	0	0	4 497
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES (III)				12 422 002	1 697 880	0	14 119 882
TOTAL GENERAL (I + II + III)				12 425 843	1 698 509	0	14 124 352
Cadre B		VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES					
Immos	DOTATIONS			REPRISES			Fin de l'exercice
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort fiscal exceptionnel	
Frais étab	0	0	0	0	0	0	0
Autres	0	0	0	0	0	0	0
Terrains	0	0	0	0	0	0	0
Constructions :							
sol propre	0	0	0	0	0	0	0
sol autrui	0	0	0	0	0	0	0
install.	0	0	0	0	0	0	0
Autres immobilisations :							
Inst. techn.	0	0	0	0	0	0	0
Inst gén.	0	0	0	0	0	0	0
M.Transport	0	0	0	0	0	0	0
Mat bureau.	0	0	0	0	0	0	0
Emball.	0	0	0	0	0	0	0
CORPO.	0	0	0	0	0	0	0
Acquis. de titres							
TOTAL							
Cadre C				Début de l'exercice	Augment.	Diminutions	Fin de l'exercice
Frais d'émission d'emprunt à étaler				0	0	0	0
Primes de remboursement des obligations				0	0	0	0

Provisions

Nature des provisions	Début de l'exercice	Dotations	Reprises	Fin de l'exercice
Provisions gisements miniers et pétroliers	0	0	0	0
Provisions investissements	0	0	0	0
Provisions pour hausse des prix	0	0	0	0
Amortissements dérogatoires	0	0	0	0
- Dont majorations exceptionnelles de 30%	0	0	0	0
Provisions implantation étranger avant 1.1.1992	0	0	0	0
Provisions implantation étranger après 1.1.1992	0	0	0	0
Provisions pour prêts d'installation	0	0	0	0
Autres provisions réglementées	0	0	0	0
TOTAL (I)	0	0	0	0
Provisions pour litige	0	0	0	0
Frais de développement	0	0	0	0
Provisions pour pertes sur marchés à terme	0	0	0	0
Provisions pour amendes et pénalités	0	0	0	0
Provisions pour pertes de change	0	0	0	0
Provisions pour pensions	155 864	17 883	0	173 747
Provisions pour impôts	0	0	0	0
Provisions pour renouvellement des immobilisations	0	0	0	0
Provisions pour gros entretien	0	0	0	0
payer	0	0	0	0
Autres provisions pour risques et charges	20 369 484	1 642 869	996 406	21 015 947
TOTAL (II)	20 525 348	1 660 752	996 406	21 189 694
Provisions sur immos incorporelles	0	0	0	0
Provisions sur immos corporelles	684 489	32 532	0	717 020
Provisions sur titres mis en équivalence	0	0	0	0
Provisions sur titres de participations	0	0	0	0
Provisions sur autres immos financières	0	0	0	0
Provisions sur stocks	0	0	0	0
Provisions sur comptes clients	38 142	7 807	30 797	15 152
Autres provisions pour dépréciations	0	0	0	0
TOTAL (III)	722 630	40 338	30 797	732 172
TOTAL GENERAL (I + II + III)	21 247 978	1 701 090	1 027 203	21 921 866
Dont dotations et reprises d'exploitation		1 701 090	1 027 203	
Dont dotations et reprises financières		0	0	
Dont dotations et reprises exceptionnelles		0	0	
dépréciations des titres mis en équivalence				0

Charges constatées d'avance et produits à recevoir

Charges constatées d'avance

Charges constatées d'avance	Exploitation	Financier	Exceptionnel
CCA ZURICH	5 062	0	0
CCA BNG	8 675	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
TOTAL	13 737	0	0

Produits à recevoir

Produits à recevoir	Montant
Clients produits à recevoir	2 321 188
Fournisseurs RRR à obtenir	13 202
Personnel & Org. sociaux produits à Rec	5 143
Etat produits à recevoir	0
Groupe intérêts à recevoir	1 789
TOTAL	2 341 322

**ELEMENTS D'INFORMATIONS RELATIFS
AUX COMPTES DU BILAN PASSIF**

VALEST

CAPITAL SOCIAL ET RESERVES

Variation des capitaux propres

CAPITAUX PROPRES	Ouverture	Augment.	Diminut.	Distribut. Dividendes	Affectation du résultat N-1	Apports et fusions	Clôture
Capital social ou individuel	824 544						824 544
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	0						0
Ecart de réévaluation	0						0
Réserve légale	82 454						82 454
Réserves statutaires ou contractuelles	0						0
Réserves réglementées	0						0
Autres réserves	0						0
Report à nouveau	8 585 112			9 842 994	7 518 036		6 260 153
Résultat de l'exercice	7 518 036	5 156 026	7 518 036				5 156 026
Subventions d'investissement	7 132	0	216				6 915
Provisions réglementées	0						0
TOTAL CAPITAUX PROPRES	17 017 278	5 156 026	7 518 252	9 842 994	7 518 036	0	12 330 093

Composition du capital social

	Nombre au début de l'exercice	Créés au cours de l'exercice	Remboursés au cours de l'exercice	Nombre au 31/12/2017	Valeur nominale
Actions ordinaires	51 534			51 534	16
Actions amorties				0	
Actions à dividendes prioritaires (sans droit de vote)				0	
Actions préférentielles				0	
Parts sociales				0	
Certificats d'investissement				0	
Total	51 534	0	0	51 534	

Subventions d'investissements

				Amortissement	
Date début d'amortissement	Organisme	Biens subventionnés	Montant	Mode	Durée
01/04/2002		Plate forme compostage dechets verts de Montreuil (237596.62€)	31 247,96	Linéaire	10 ans
30/04/2002		Crible Somergie	1 143,30	Linéaire	5 ans
01/01/2003	Ademe	Tranchée drainante Roussey	3 248,24	Linéaire	15 ans
	Ademe	Avance unité de Déconditionnement Granges	6 915,24	Attente montant définitif prévu en 2018	

Produits constatés d'avance

Charges à payer

20 / 37

ETAT DES ECHEANCES, DES CREANCES ET DETTES

VALEST

Etats des échéances des créances et des dettes

Cadre A		Etat des créances		Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an
Créances rattachées à des participations				6 148 695	306 830	5 841 865
Prêts				0	0	0
Autres immos financières				84 055	82 531	1 524
TOTAL DES CREANCES LIEES A L'ACTIF IMMOBILISE				6 232 750	389 360	5 843 390
Clients douteux ou litigieux				8 581	8 581	0
Autres créances				4 637 794	4 637 794	0
Créances représentatives de titres prêtés				0	0	0
Personnel et comptes rattachés				4 690	4 690	0
Sécurité sociale et autres organismes sociaux				4 822	4 822	0
Impôts sur les bénéfices				0	0	0
Etat et autres collectivités				2 285 663	2 285 663	0
Taxe sur la valeur ajoutée						
Autres impôts				1 402 622	1 402 622	0
Etat - divers				0	0	0
Groupes et associés				23 597 203	23 597 203	0
Débiteurs divers				357 181	357 181	0
TOTAL CREANCES LIEES A L'ACTIF CIRCULANT				32 298 555	32 298 555	0
Charges constatées d'avance				13 737	13 737	0
TOTAL DES CREANCES				38 545 042	32 701 652	5 843 390
Prêts accordés en cours d'exercice				6 442 311		
Remboursements obtenus en cours d'exercice				293 616		
Prêts et avances consentis aux associés				0		
Cadre B	Etat des dettes		Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an et - de cinq ans	A plus de cinq ans
Emprunts obligataires convertibles			0	0	0	0
Autres emprunts obligataires			0	0	0	0
Emprunts auprès des établissements de crédits moins de 1 an à l'origine			577	577	0	0
Emprunts auprès des établissements de crédits plus de 1 an à l'origine			0	0	0	0
Emprunts et dettes financières divers			4 366 387	205 640	4 160 748	0
Fournisseurs et comptes rattachés			4 160 375	4 160 375	0	0
Personnel et comptes rattachés			313 373	313 373	0	0
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			174 997	174 997	0	0
Impôts sur les bénéfices			0	0	0	0
Etat et autres collectivités publiques			915 290	915 290	0	0
Taxe sur la valeur ajoutée						
Obligations cautionnées			0	0	0	0
Autres impôts			55 379	55 379	0	0
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			3 215 052	3 215 052	0	0
Groupes et associés			3 957 893	3 957 893	0	0
Autres dettes			0	0	0	0
Dette représentative de titres empruntés			0	0	0	0
Produits constatés d'avance			0	0	0	0
TOTAL DES DETTES			17 159 324	12 998 576	4 160 748	0
Emprunts souscrits en cours d'exercice			4 359 990	Emprunts auprès des associés personnes physiques		0
Emprunts remboursés en cours d'exercice			4 252			

ELEMENTS D'INFORMATIONS RELATIFS AU COMPTE DE RESULTAT

VALEST

Chiffre d'affaires

Ventilation du chiffre d'affaires	Exercice N	Exercice N-1	Variation
Répartition par secteur d'activité			
Ventes de marchandises	2 465 172	2 920 170	-16%
Production vendue biens	0	0	0%
Production vendue services	22 793 959	22 783 661	0%
Répartition par marché géographique			
Chiffres d'affaires nets-France	25 259 131	25 703 832	-2%
Chiffres d'affaires nets-Export	0	0	0%
Chiffres d'affaires nets	25 259 131	25 703 832	-2%

Quote-Part de résultat sur opérations faites en commun

Sociétés	Résultat global	Résultat transféré
REMIVAL	1 827 624	1 823 969
SOVVAD	1 104 466	552 233
SONIRVAL	490 971	490 873
VAL'ERGIE	-346 862	-346 793
VALAUBIA	6 501	6 500
NANCY ENERGIE	0	-
TOTAL	3 082 700	2 526 781

Resultat exceptionnel

TOTAL	7 436	-1 284
--------------	--------------	---------------

Impôt sur les sociétés

La société a bénéficié du Crédit d'impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE) au titre de l'exercice 2017 pour un montant de 247 036 euros. Le CICE a été enregistré en diminution de la charge d'impôt sur les sociétés.

Ventilation de l'impôt (hors CICE) :

Impôts	Résultat avant impôt	Impôt
Résultat courant	7 076 676	2 358 892
Résultat exceptionnel	-8 720	-2 907
Décalages temporels et permanents	-848 850	-282 950
Participation des salariés	-53 685	-17 895
Crédits d'impôts (hors CICE)		-4 500
Contribution sociale		42 641
Contribution exceptionnelle		0
TOTAL	6 165 421	2 093 281

AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS

VALEST

Engagements hors bilan

Catégorie d'engagement	Total	< 1 an	de 1 à 5 ans	> 5 ans
Engagements donnés (à détailler)				
CC d'agglomération du pays Montbeliard	250 000		250 000	
CC d'agglomération du Grand Sénonais	91 935	91 935		
Ministère de l'Environnement	30 371	30 371		
	0			
	0			
	0			
A.Total engagements liés à l'exploitation	372 306	122 306	250 000	0
	0			
	0			
	0			
	0			
	0			
	0			
B.Total engagements liés au financement	0	0	0	0
Préfectures CSDU	8 422 705	6 871 001	1 551 704	
	0			
	0			
	0			
	0			
	0			
C. Total autres engagements donnés	8 422 705	6 871 001	1 551 704	0
I. Total engagements donnés (A+B+C)	8 795 011	6 993 307	1 801 704	0
Engagements reçus (à détailler)				
	0			
	0			
	0			
	0			
	0			
	0			
II. Total engagements reçus	0	0	0	0
Engagements réciproques (à détailler)				
	0			
	0			
	0			
	0			
	0			
III. Total engagements réciproques	0	0	0	0

Situation fiscale différée ou latente

Libellé	31/12/2017	31/12/2016
Bases d'accroissement de la dette future d'impôt		
Provisions réglementées	0	0
Subventions d'investissement		
Ecart d'évaluation négatif des titres d'O.P.V.C.M		
Ecart de conversion Actif	0	0
Autres charges déduites d'avance	0	5 714
Plus values à long terme en sursis d'imposition		
Total bases d'accroissement de la dette future d'impôt	0	5 714
Total passif d'impôt futur	0	1 967
Bases d'allègement de la dette future d'impôt		
Amortissements des logiciels		
Pertes potentielles sur contrat à long terme		
Provisions pour retraites et obligations similaires	-173 747	-155 864
Autres risques et charges provisionnés	-1 825	-23 590
Charges à payer	-72 268	-57 754
Ecart d'évaluation positif des titres d'O.P.V.C.M		
Ecart de conversion Passif	0	0
Autres produits taxés d'avance		
Déficits reportables fiscalement	0	0
Total bases d'allègement de la dette future d'impôt	-247 840	-237 208
Total actif d'impôt futur	-64 017	-81 671
Situation nette	-64 017	-79 703

(1) Taux d'impôt :

25,83%

34,43%

Effectif moyen

Effectif	Effectif moyen salarié		Effectif moyen mis à la disposition de l'entreprise		Effectif moyen global	
	N	N-1	N	N-1	N	N-1
Ingenieurs et Cadres	4	4			4	4
Agents de maîtrise	13	12			13	12
Employés et techniciens	1	1			1	1
Ouvriers	14	13			14	13
Autres					0	0
TOTAL	31	29	0	0	31	29

Intégration fiscale

Au cours de l'exercice 2003, VALEST a opté pour le groupe d'intégration fiscale constitué par Veolia Environnement.

Cette option a été reconduite pour une nouvelle période de cinq ans à compter du 01 janvier 2016. Elle est renouvelable par tacite reconduction. Veolia Environnement SA est seule redevable envers l'Administration française de l'impôt courant calculé sur la base de l'ensemble. L'économie susceptible d'en résulter est acquise à l'intégrante : Veolia Environnement SA.

Cette option est sans incidence sur la charge d'impôt sur les bénéfices comptabilisée par VALEST

Honoraires de commissariat aux comptes

Les honoraires de commissariat aux comptes encourus au titre du contrôle légal des comptes et au titre des prestations de service entrant dans les diligences directement liées à cette mission sont mentionnés dans l'annexe aux comptes consolidés du Groupe Veolia.

Identité de la société consolidante

Veolia Environnement a établi les états financiers consolidés du Groupe Veolia sous le numéro d'identification : 403 210 032 R.C.S. Paris.

La copie des états financiers peut être obtenue au siège administratif situé 30, rue Madeleine Vionnet 93300 Aubervilliers.

Les comptes de VALEST sont inclus suivant la méthode de l'intégration globale dans les comptes de :

Dénomination et siège social	Forme juridique	Capital
VEOLIA ENVIRONNEMENT 21 Rue La Boétie 75008 PARIS	SA	2.816.824.115,01 euros

Tableau des filiales et des participations

Filiales et participations	Capital (4)	Réserves et report à nouveau avant affectations (4)	Quote-part du capital détenu	Valeurs comptables des titres détenus		Prêts et avances consentis non encore remboursés	Cautions et avals donnés par la société	Chiffre d'affaires hors taxe du dernier exercice écoulé	Résultat du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la société en cours d'exercice
				Brute	Nette					
A. Renseignements détaillés(1) (2)										
Filiales (+ de 50% du capital détenu par la société)										
SAS AUREADE	37 000	1 222 082	95,95	230 020	230 020			15 148 204	374 318	
SAS SHMVD	310 000	952 898	99,97	304 837	304 837	1 996 051		12 489 094	-218 452	
SNC REMIVAL	7 623		99,80	7 622	7 622			11 205 516	1 627 624	
SNC SONIRVAL	150 000		99,98	150 015	150 015			8 775 788	490 971	
SNC SOVVAD	30 490		50,00	15 245	15 245			12 033 762	1 104 466	
SAS VALINEA	50 000	456 733	90,00	45 000	45 000			5 326 066	185 737	
SASU JURALIA	15 000	-191 628	100,00	15 000	15 000			3 977 603	123 488	
SNC NANCY ENERGIE	608 000		50,00	0,30	0,30			91 733	76 266	
SNC VAL'ERGIE	50 000		99,98	49 990	49 990			12 094 625	-346 862	
SNC VALAUBIA	50 000		99,98	49 990	49 990			0	6 501	
Participations (10 à 50% du capital)										
SA CREUSOT MONTCEAU RECYCLAGE (Chiffres 2016)	305 000		27,40	84 381	84 381			7 103 561	-390 355	
B. Renseignements globaux concernant les autres filiales et participations non reprises au A.										
Filiales françaises (ensemble)										
Filiales étrangères (ensemble) (3)										
Participations dans des sociétés françaises										
Participation dans des sociétés étrangères										

(1) Dont la valeur d'inventaire excède un certain pourcentage (déterminé par la réglementation) du capital de la société astreinte à la publication. Lorsque la société a annexé à son bilan, un bilan des comptes consolidés conformément à la réglementation, cette société ne donne des renseignements que globalement (§ B) en distinguant (a) filiales françaises (ensemble) et (b) filiales étrangères (ensemble).

(2) Pour chaque filiale et entité avec laquelle la société a un lien de participation indiquer la dénomination et le siège social.

(3) Les filiales et participations étrangères qui, par suite d'une dérogation, ne seraient pas inscrites au § A sont inscrites sous ces rubriques.

(4) Dans la monnaie locale d'opération.

Résultats de la société au cours des 5 derniers exercices

Etabli en EUR					
Nature des indications	Exercice N-4	Exercice N-3	Exercice N-2	Exercice N-1	Exercice N
I. Capital en fin d'exercice					
a) Capital social (en EUR)	824 544	824 544	824 544	824 544	824 544
b) Nombre d'actions ordinaires existantes	51 534	51 534	51 534	51 534	51 534
c) Nombre d'actions à dividendes prioritaires (sans droit de vote) existantes	0	0	0	0	0
d) Nombre maximal d'actions futures à créer	0	0	0	0	0
d-1) par conversion d'obligations	0	0	0	0	0
d-2) par exercice de droits de souscription	0	0	0	0	0
II. Résultat de l'exercice (en EUR)					
a) Chiffre d'affaires hors taxes	20 604 392	22 121 568	21 349 819	25 703 832	25 259 131
b) Résultat avant impôts et charges calculées	13 408 866	6 811 436	10 809 633	12 176 175	9 440 353
c) Impôt sur les bénéfices	3 083 344	2 837 365	419 886	2 112 743	1 846 249
d) Participation des salariés dûe au titre de l'exercice	57 157	81 383	60 268	52 953	65 681
e) Dotations aux amortissements et provisions	1 908 583	-3 274 953	2 971 727	2 492 444	2 372 397
f) Résultat après impôts et charges calculées	8 359 782	7 167 642	7 357 753	7 518 036	5 156 026
g) Résultat distribué au titre de l'exercice	8 245 440	7 008 624	7 188 993	9 842 994	0
III. Résultat par action (en EUR)					
a) Résultat après impôts mais avant charges calculées	200	77	202	195	147
b) Résultat après impôts et charges calculées	162	139	143	146	100
c) Dividende ordinaire net attribué à chaque action	160	136	140	191	0
IV. Personnel					
a) Effectif moyen des salariés employés	31	32	31	29	31
b) Montant de la masse salariale de l'exercice	1 258 120	1 207 684	1 190 842	940 186	1 012 185
c) Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice (sécurité sociale, retraites...) (EUR)	441 091	500 677	448 048	612 965	678 769

VALEST
Société anonyme au capital de 824.544 €
Siège social : 2/4, avenue des Canuts – 69120 VAULX EN VELIN
410 302 954 RCS LYON

**TEXTE DE LA RESOLUTION D'AFFECTATION DU RESULTAT
PROPOSEE ET VOTEE PAR L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE
ANNUELLE DU 18 JUIN 2018**

TROISIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, conformément aux propositions du Conseil d'Administration, décide d'affecter le résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2017, qui se traduit par un bénéfice de 5.156.026,33 euros de la manière suivante :

Bénéfice de l'exercice	5.156.026,33 €
- CICE	- 247.036,00 €
Report à nouveau	6.260.153,39 €
- CICE antérieur	- 601.040,00 €
TOTAL DISTRIBUABLE	10.568.103,72 €
Dividendes	6.287.148,00 €
Report à nouveau	5.129.031,72 €
<i>Dont total CICE non distribuable</i>	<i>- 848.076,00 €</i>

L'Assemblée Générale fixe le dividende à 122 euros pour chacune des 51.534 actions composant le capital social et y ayant droit du fait de leur date de jouissance.

Ce dividende est éligible à la réfaction bénéficiant aux personnes physiques prévue à l'article 158.3 du Code général des impôts.

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, l'Assemblée Générale prend acte de l'évolution du dividende au cours des trois derniers exercices :

fj

Exercices	31/12/2014	31/12/2015	31/12/2016
Nombre d'actions	51.534	51.534	51.534
Dividende net unitaire	136,00	139,50	191,00
Montant total distribué	7.008.624,00	7.188.993,00	9.842.994,00
Montant total distribué éligible à la réfaction	136,00	139,50	191,00
Montant total distribué non éligible à la réfaction	7.008.488,00	7.188.853,50	9.842.803,00

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

**Certifié conforme par Monsieur Fabrice JOYEN,
Président**

